

Évolutions monétaires à Mayotte au 31 décembre 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70,0 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés. Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment). Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2,0 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

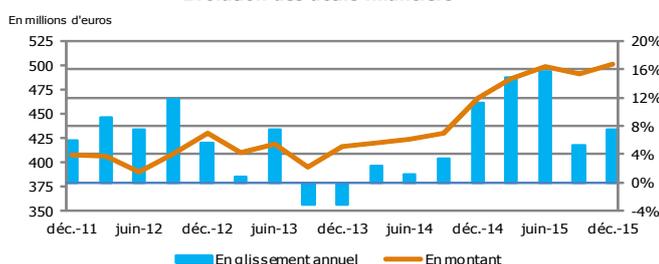
UNE ACTIVITÉ BANCAIRE SOUTENUE AU DEUXIÈME SEMESTRE 2015

Dans une conjoncture incertaine, marquée par un Indicateur du climat des affaires (ICA) en dessous de sa moyenne de longue période, l'activité bancaire reste pour sa part bien orientée en 2015. Par ailleurs, quoique structurellement déficitaire sur la place de Mayotte, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'améliore légèrement pour atteindre 84,2 % contre 83,2 % fin 2014.

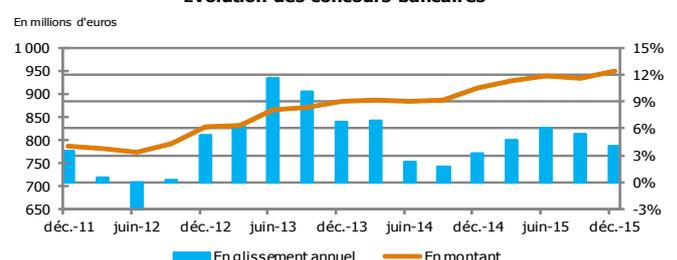
La bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises a permis de soutenir **l'encours sain de crédits** alloués à l'économie qui augmente de 3,4 % sur un an (contre +3,6 % un an auparavant), s'établissant ainsi à 893,0 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'épargne collectée reste vigoureuse et progresse de 7,5 % (+35,0 millions d'euros) sur l'année contre 12,0 % un an auparavant. Le dynamisme des dépôts à vue, constaté au premier semestre, se confirme sur l'année (+10,6 %). Il s'accompagne toutefois d'une moindre croissance des placements liquides ou à court terme sur la période (+2,2 % contre +22,6 % à fin 2014). L'épargne à long terme confirme quant à elle la tendance enregistrée en 2014 (+9,9 % contre +10,7 % en 2014).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI SE MAINTIENT

Tassement du rythme de croissance des crédits aux entreprises

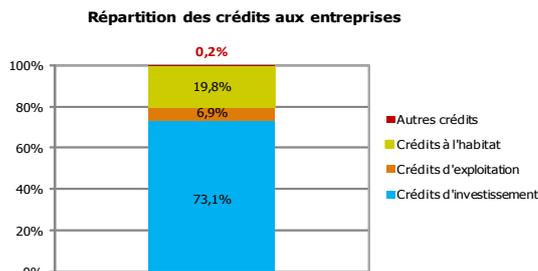
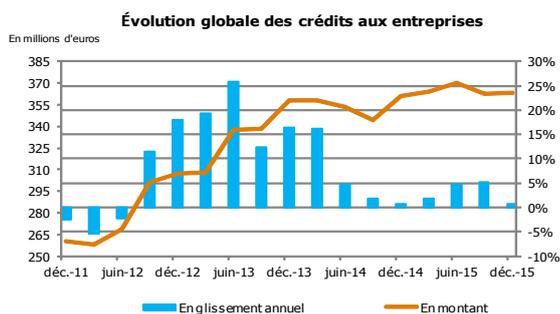
L'**encours sain des crédits octroyés aux entreprises** augmente de 0,8 % sur un an s'établissant à 363,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 contre 360,6 millions d'euros en 2014.

Les **crédits d'investissement** se contractent de 2,2 % sur un an. En effet, après une progression de 3,4 % en début d'année, ces derniers s'essoufflent au deuxième semestre (-5,4 %). Ils représentent 73,1 % des crédits accordés aux entreprises.

Après une forte baisse en 2014 (-42,7 %), les **crédits d'exploitation** progressent de 21,8 % en 2015 sous l'impulsion des crédits de trésorerie (+22,1 %). Ils s'élèvent à 24,8 millions d'euros contre 20,4 millions un an auparavant.

Les **crédits immobiliers consentis aux entreprises** poursuivent leur progression (+8,6 % après +9,2 % en 2014) et participent à la croissance des crédits aux entreprises. Ils s'élèvent à 72,1 millions d'euros contre 66,4 millions en 2014.

Enfin, les **autres types de crédits** reculent fortement sur l'année (-67,2 %, soit -1,5 million d'euros) et totalisent 0,8 million d'euros d'encours.



Des crédits aux ménages qui se renforcent

Constituant un des moteurs de la consommation mahoraise, la croissance des crédits aux ménages s'intensifie sur les douze derniers mois (+11,2 % contre +10,6 % en 2014). L'**encours sain de crédits** accordés aux ménages s'accroît ainsi de 32,0 millions d'euros pour atteindre 318,4 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les **crédits à l'habitat** des ménages progressent de 10,1 % sur un an (+15,4 millions d'euros) et s'élèvent à 168,7 millions d'euros. Cette hausse se concentre essentiellement sur le deuxième semestre de l'année (+6,7 % contre +3,2 % au premier semestre).

Avec 12,4 % de hausse sur l'année, les **crédits à la consommation** des ménages mahorais suivent la tendance observée en 2014 (+14,0 %) et continuent de battre des records dans le Département. L'encours des crédits à la consommation, qui s'accélère au deuxième semestre (+7,6 %, contre +4,5 % au premier semestre), atteint 149,6 millions d'euros et comporte à 95,6 % des crédits de trésorerie.

Fléchissement des crédits accordés aux collectivités locales

Au 31 décembre 2015, les **crédits aux collectivités locales** s'élèvent à 148,7 millions d'euros, en baisse de 3,4 % sur un an. Après une hausse au premier semestre (+1,1 %), ces derniers se réduisent de 4,4 % au deuxième semestre suite à la contraction des crédits d'investissement (-4,6 %) qui représentent la quasi-totalité des encours et qui sont exclusivement le fait d'établissements financiers spécialisés. Il faut interpréter cette baisse comme résultant d'une dégradation générale des situations financières des collectivités locales.

Repli progressif de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes** portées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) reculent de 3,5 millions d'euros sur un an (-8,0 %). En conséquence, leur taux de créances douteuses perd 0,8 point pour se situer désormais à 5,4 %.

Les provisions s'élèvent à 21,0 millions d'euros et baissent de 6,0 % sur un an (-1,3 million d'euros). Le taux de provisionnement des ECIL n'augmente que modérément sur la période passant de 46,3 % à 48,2 %, soit une hausse de 1,9 point.

UNE COLLECTE GLOBALE TOUJOURS VIGOUREUSE

La croissance des actifs financiers observée en 2014 se poursuit tout au long de l'année 2015. En effet, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** augmentent de 7,5 % après +12,0 % un an auparavant pour atteindre 501,4 millions d'euros. Cette bonne tenue de la collecte d'épargne, qui affiche par ailleurs un nouveau record, concerne l'ensemble des agents économiques mais varie selon la catégorie d'actifs.

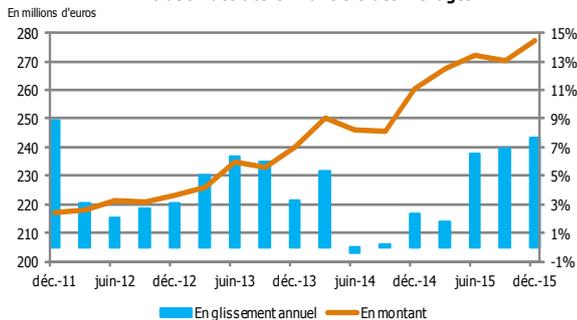
Avec 249,4 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** connaissent la plus forte croissance annuelle (+10,6 %, soit +23,9 millions d'euros). Une croissance qui se concentre au premier semestre de l'année (+15,0 %, soit +33,8 millions d'euros) et qui se tasse légèrement au deuxième semestre (-3,8 %, soit -9,9 millions d'euros). Après une hausse de 22,6 % en 2014, les **placements liquides ou à court terme** ne progressent que de 2,2 % sur l'année écoulée pour atteindre 169,9 millions d'euros à fin 2015. Cette évolution s'explique par la forte baisse des placements indexés sur les taux de marché (-15,3 %, soit -8,3 millions d'euros) qui neutralise en partie la hausse des comptes d'épargne à régime spécial (+10,7 %, soit +11,9 millions d'euros).

Enfin, l'**épargne à long terme**, qui comptabilise 82,2 millions d'euros d'encours, confirme sa tendance haussière (+9,9 % après +10,7 % en 2014).

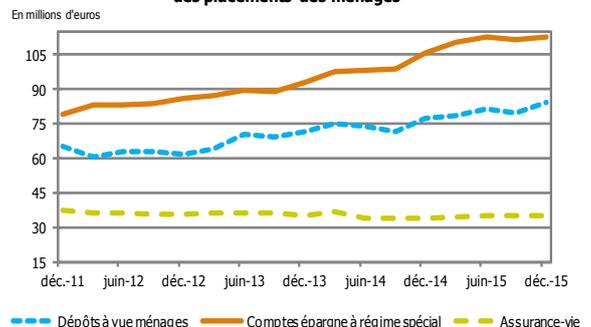
Une épargne des ménages qui reste dynamique

En 2015, l'épargne des ménages se renforce de 16,7 millions d'euros (+6,4 % après 8,6 % en 2014), hausse qui se répartit entre les différentes catégories d'actifs. En effet, cette croissance s'explique d'une part, par la hausse de 8,6 % des **dépôts à vue** et, d'autre part, par celle des **placements liquides ou à court terme** qui progressent de 4,1 %. Les livrets ordinaires affichent la meilleure performance (+9,2 %) tandis que la collecte du Livret A se contracte légèrement (-3,7 %). L'**épargne à long terme** des ménages retrouve de la vigueur en 2015 (+7,7 % contre +2,2 % en 2014) grâce essentiellement à l'épargne logement.

Évolution des actifs financiers des ménages



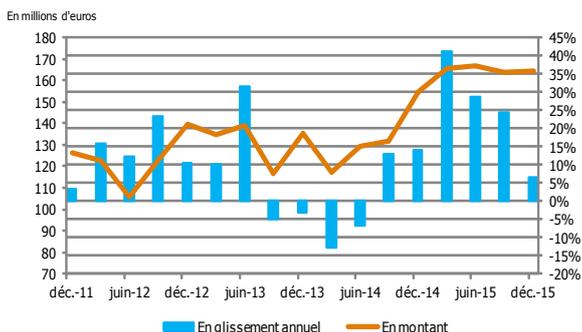
Évolution des principales composantes des placements des ménages



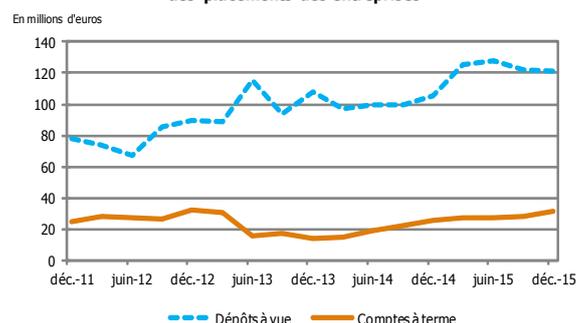
Hausse contenue des placements des entreprises

Les **actifs financiers détenus par les sociétés non financières** enregistrent une hausse de 6,4 % contre +14,1 % en 2014. Cette croissance ralentie s'explique par l'importante baisse des **placements liquides ou à court terme** (-17,9 %, soit -7,7 millions d'euros) qui atténue la forte hausse des **dépôts à vue** (+14,8 %, soit +15,6 millions d'euros). Comme à l'accoutumée, l'évolution des placements indexés sur les taux de marché (-17,9 %) est le principal élément explicatif de ces variations. Enfin, l'**épargne à long terme** des entreprises mahoraises progresse de 2,0 millions d'euros sur un an (+33,3 %) et atteint 7,9 millions d'euros.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Hausse des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** augmentent de 16,1 %, soit +8,2 millions d'euros, et s'établissent à 59,4 millions d'euros à fin 2015. Contrairement aux entreprises et aux ménages, les **placements liquides ou à court terme** (+74,1 %, soit +6,6 millions d'euros) constituent l'élément majeur de cette hausse. Les **dépôts à vue** progressent quant à eux de 3,8 % sur la période.

MÉTHODOLOGIE

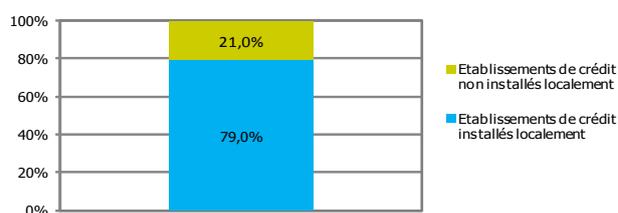
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

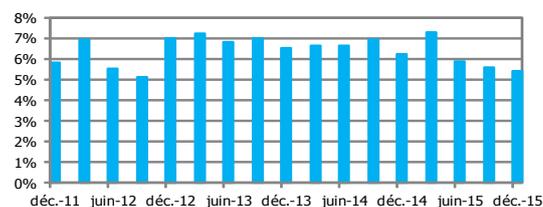
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	34,7	34,6	35,6	20,4	22,5	20,5	24,4	24,8	21,2%	21,8%
<i>Créances commerciales</i>	2,2	3,1	2,2	1,5	1,6	1,5	1,6	2,4	58,1%	58,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	26,0	24,7	23,1	14,2	14,9	13,4	15,9	17,3	29,4%	22,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,8	3,4	3,7	3,8	4,4	4,3	4,9	4,9	13,1%	28,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,4	6,8	10,3	4,6	6,1	5,5	6,8	5,1	-7,6%	10,5%
<i>Affacturation</i>										
Crédits d'investissement	176,4	221,2	259,3	271,6	273,2	280,8	267,5	265,7	-5,4%	-2,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	173,7	219,5	258,2	269,4	270,9	278,6	265,5	263,7	-5,4%	-2,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,2	5,8	6,6	5,6	5,3	5,2	5,0	5,0	-4,4%	-11,2%
<i>Crédit-bail</i>	2,7	1,7	1,1	2,2	2,3	2,2	2,0	2,0	-7,4%	-7,4%
Crédits à l'habitat	47,6	50,8	60,8	66,4	66,2	67,4	69,2	72,1	7,0%	8,6%
Autres crédits	2,0	0,9	2,5	2,3	2,0	1,6	1,1	0,8	-52,8%	-67,2%
Encours sain	260,7	307,5	358,2	360,6	364,0	370,3	362,2	363,4	-1,9%	0,8%
Ménages										
Crédits à la consommation	114,8	112,2	116,8	133,1	135,2	139,1	148,4	149,6	7,6%	12,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	109,0	107,0	111,0	126,9	129,2	132,9	141,2	143,0	7,6%	12,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,3	4,4	5,3	6,1	5,9	6,2	7,1	6,6	6,1%	7,8%
<i>Crédit-bail</i>	1,5	0,8	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	-63,3%	-82,5%
Crédits à l'habitat	130,9	145,4	142,2	153,3	153,6	158,2	160,4	168,7	6,7%	10,1%
Autres crédits		0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	-	-
Encours sain	245,6	257,6	259,0	286,4	288,9	297,4	309,0	318,4	7,1%	11,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	8,3	8,0	3,7	3,6	3,6	3,6	3,7	3,7	4,0%	3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	8,3	8,0	3,2	3,6	3,6	3,6	3,7	3,7	4,0%	3,7%
Crédits d'investissement	160,7	163,1	173,2	150,2	147,6	151,9	147,7	144,9	-4,6%	-3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	160,7	163,1	173,2	150,2	147,6	151,9	147,7	144,9	-4,6%	-3,5%
Autres crédits	3,1	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours sain	172,1	171,8	176,9	153,9	151,2	155,6	151,4	148,7	-4,4%	-3,4%
Autres agents										
Encours sain	68,8	42,1	39,5	63,0	67,1	66,2	63,8	62,5	-5,6%	-0,8%
TOTAL										
Encours sain	747,2	779,0	833,5	863,9	871,2	889,5	886,4	893,0	0,4%	3,4%
<i>dont ECNIL</i>	193,6	181,2	184,1	199,5	201,1	202,7	185,5	187,7	-7,4%	-5,9%
Créances douteuses brutes	40,4	49,4	50,7	49,0	57,7	48,3	47,3	56,4	16,7%	15,0%
<i>dont ECIL</i>	34,0	45,2	45,1	43,8	52,6	42,9	41,6	40,3	-6,1%	-8,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	24,9	31,4	30,8	26,7	35,3	26,4	25,5	35,4	34,1%	32,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	18,2	22,8	21,8	16,1	16,4	16,4	16,3	26,6	61,9%	65,0%
<i>(dt) Ménages</i>	6,6	6,8	9,0	10,0	10,0	9,8	9,0	8,8	-9,9%	-11,7%
Provisions	15,6	18,0	19,8	22,3	22,4	21,9	21,7	21,0	-4,2%	-6,0%
<i>dont ECIL</i>	13,5	15,9	17,7	20,2	20,4	19,9	19,7	19,4	-2,4%	-3,8%
Encours brut total	787,6	828,5	884,2	912,9	928,9	937,8	933,6	949,3	1,2%	4,0%
<i>Taux de créances douteuses</i>	5,1%	6,0%	5,7%	5,4%	6,2%	5,2%	5,1%	5,9%	+0,7 pt	+0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	5,8%	7,0%	6,5%	6,2%	7,3%	5,9%	5,6%	5,4%	-0,5 pt	-0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	38,5%	36,4%	39,2%	45,5%	38,9%	45,3%	46,0%	37,2%	-8,1 pt	-8,3 pt
<i>dont ECIL</i>	39,8%	35,1%	39,3%	46,3%	38,8%	46,4%	47,4%	48,2%	+1,8 pt	+1,9 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	126,5	139,9	135,6	154,7	165,4	166,6	163,7	164,6	-1,2%	6,4%
Dépôts à vue	78,3	89,4	107,5	105,8	125,1	128,2	121,7	121,4	-5,3%	14,8%
Placements liquides ou à court terme	48,0	50,3	28,0	43,0	33,7	30,7	34,2	35,3	15,0%	-17,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Placements indexés sur les taux de marché	48,0	50,3	28,0	43,0	33,6	30,7	34,2	35,3	15,0%	-17,9%
<i>dont comptes à terme</i>	24,8	32,6	13,9	25,3	27,6	26,9	28,4	31,6	17,3%	24,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7,6	5,1	5,1	4,0	4,0	3,8	3,8	3,7	-1,8%	-6,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	15,6	12,6	9,0	11,0	2,0	0,0	2,0	0,0	-	-100,0%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,1	5,9	6,6	7,7	7,8	7,9	2,2%	33,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-	-
Ménages	217,0	223,3	240,1	260,7	267,6	272,3	270,4	277,4	1,9%	6,4%
Dépôts à vue	65,2	61,9	71,5	77,5	78,7	81,3	79,8	84,1	3,5%	8,6%
Placements liquides ou à court terme	88,6	96,2	101,3	114,3	117,3	119,4	118,1	119,0	-0,3%	4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	79,3	86,1	93,0	106,0	110,6	112,6	111,4	112,5	-0,1%	6,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	61,9	63,3	65,5	72,8	75,6	76,5	75,9	79,5	3,9%	9,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	12,6	17,6	21,2	25,8	27,2	28,2	27,6	24,8	-11,9%	-3,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	17,0%	40,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	12,1%	124,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,4	0,8	1,3	1,9	2,0	2,0	2,1	2,2	9,7%	15,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,1	4,2	4,6	4,9	5,1	5,0	5,0	5,0	0,1%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	9,3	10,0	8,2	8,3	6,7	6,8	6,7	6,6	-3,5%	-21,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	8,0	9,4	7,4	6,7	6,2	6,3	6,2	6,1	-3,6%	-9,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1,2	0,6	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	-2,8%	-2,8%
Epargne à long terme	63,3	65,2	67,4	68,9	71,6	71,7	72,5	74,2	3,5%	7,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	19,1	22,1	25,6	29,1	31,0	31,6	32,5	34,0	7,6%	16,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	45,4%	-
<i>dont actions</i>	0,5	0,1	0,2	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	25,0%	0,0%
<i>dont obligations</i>	0,1	0,4	0,7	4,1	4,2	3,5	3,3	3,2	-8,6%	-22,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,5	6,3	5,7	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	-8,7%	-8,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	37,5	35,9	34,9	34,1	34,6	35,0	35,0	35,2	0,7%	3,4%
Autres agents	63,7	66,7	40,8	51,2	53,7	59,2	57,2	59,4	0,4%	16,1%
Dépôts à vue	32,2	58,4	34,3	42,2	44,5	49,9	48,8	43,8	-12,2%	3,8%
Placements liquides ou à court terme	31,2	8,1	6,4	8,9	9,0	9,2	8,3	15,5	68,4%	74,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,9	5,4	4,9	5,9	6,1	6,5	5,7	11,3	74,5%	92,3%
Placements indexés sur les taux de marché	28,3	2,7	1,5	3,0	2,9	2,7	2,6	4,2	53,8%	38,4%
<i>dont comptes à terme</i>	28,3	2,7	1,5	3,0	2,9	2,7	2,6	4,1	53,0%	37,7%
Epargne à long terme	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-
Total actifs financiers	407,2	430,0	416,6	466,5	486,7	498,2	491,3	501,4	0,7%	7,5%
Dépôts à vue	175,7	209,8	213,4	225,5	248,3	259,3	250,3	249,4	-3,8%	10,6%
Placements liquides ou à court terme	167,8	154,5	135,6	166,2	160,0	159,3	160,6	169,9	6,6%	2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	82,2	91,5	97,9	111,9	116,7	119,1	117,1	123,8	4,0%	10,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	64,3	67,8	69,2	77,7	80,8	82,1	80,6	85,6	4,3%	10,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	13,2	18,4	22,3	26,8	28,2	29,2	28,6	26,1	-10,6%	-2,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	17,0%	40,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	12,1%	124,2%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,4	0,8	1,3	1,9	2,0	2,0	2,1	2,2	9,7%	15,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	4,1	4,2	4,6	4,9	5,1	5,0	5,0	5,0	0,2%	2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	85,6	63,0	37,7	54,3	43,3	40,2	43,5	46,0	14,5%	-15,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	61,2	44,7	22,8	35,0	36,7	35,9	37,3	41,8	16,4%	19,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-100,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	15,6	12,6	9,0	11,0	2,0	0,0	2,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	8,8	5,7	5,9	4,5	4,5	4,3	4,3	4,2	-1,4%	-5,8%
Epargne à long terme	63,7	65,7	67,6	74,8	78,4	79,5	80,4	82,2	3,4%	9,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	19,4	22,3	25,7	29,2	31,2	31,8	32,6	34,1	7,3%	16,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1	45,4%	-
<i>dont actions</i>	0,7	0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	0,8	0,9	-5,3%	21,7%
<i>dont obligations</i>	0,3	0,7	0,7	5,6	5,6	5,4	5,4	5,3	-2,3%	-5,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,5	6,3	5,8	1,5	1,5	1,5	1,3	1,4	-8,6%	-8,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	37,5	35,9	34,9	37,8	39,2	39,9	40,0	40,4	1,2%	6,8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : avril 2016